

L'inflation

injustifiée des prix; en particulier la proposition d'accorder à tous les consommateurs canadiens un escompte compensé sur tous les produits alimentaires faits au Canada.

—Monsieur le président, j'ai le grand honneur, au nom de mon parti, de présenter aujourd'hui une motion d'opposition dont l'importance et l'acuité ne peuvent être plus opportunes. La situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui est devenue à un tel point critique, qu'il est grand temps que l'on se réveille afin d'être à la hauteur des aspirations du peuple canadien. Il est donc fort opportun de demander aujourd'hui à la Chambre de déplorer...

... l'inaction du gouvernement dans la lutte contre l'inflation en se cachant sous le fallacieux prétexte qu'il s'agit d'un problème international (mondial) et que cette Chambre...

... se doit de blâmer...

... le gouvernement d'ignorer les propositions concrètes du Crédit Social, lesquelles propositions offrent la solution à l'inflation et à la hausse injustifiée des prix; en particulier la proposition d'accorder à tous les consommateurs canadiens un escompte compensé sur tous les produits alimentaires faits au Canada.

Monsieur le président, pourquoi cette motion est-elle présentée? Tout simplement parce qu'il faut être aveugle pour ne pas constater que tous les Canadiens et plus spécialement les Canadiens moins favorisés subissent présentement les ravages de ce qu'on appelle en termes honteux l'inflation. Pour le citoyen ordinaire, la catastrophe s'appelle «hausse de prix». Jamais le Canada n'a connu une situation aussi dramatique depuis la grande crise économique des années 1930. Le dollar ne vaut plus que la moitié de ce qu'il valait il y a à peine 20 ans. Les nécessités de la vie, le pain, le beurre, le lait et les vêtements, sans parler des maisons, se vendent à des prix incroyables par rapport à ce qu'elles coûtaient il y a quelques années.

Nous vivons donc dans une période critique; nous sommes au seuil d'une dépression qui pourrait atteindre des proportions catastrophiques et remettre en cause la stabilité même de la société dans laquelle nous vivons. Face à cette menace imminente, le gouvernement ne fait rien. Tous les ministres, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) en tête, semblent paralysés. Ils ne savent que faire et, pis encore, ils l'avouent. Ils ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre les véritables causes de l'inflation, et ne semblent pas préoccupés outre mesure par ses conséquences inévitables. Pourtant, monsieur le président, les créditistes présentent des solutions précises pour contrecarrer les effets désastreux de la hausse vertigineuse des prix. Ces solutions sont peut-être notre seul espoir en vue d'éviter une retentissante faillite de notre société et de notre économie. Au cours des dernières années, l'inflation a été le problème économique le plus pressant auquel les nations industrialisées du monde ont eu à faire face. Le phénomène de l'inflation a provoqué des discussions interminables, mais peu ou pas de mesures véritables pour le contrôler.

Qu'il soit désirable de contrôler l'inflation est indiscutable. L'histoire nous apprend que les périodes d'augmentation rapide des prix ont toujours causé une instabilité politique croissante, laquelle a souvent produit des révolutions violentes et des désordres sociaux. L'inflation sape les bases de la sécurité économique personnelle, et le fait que les gens soient réduits à vivre à l'année, au mois, au jour et même à l'heure, a des répercussions fantastiques sur la société.

Pourtant, le gouvernement croit et fait accroire que rien ne peut être fait en ce qui a trait à l'inflation. Il dit que cela fait partie intégrante de notre système économique. C'est peut-être vrai, mais dans ce cas nous voyons encore

plus clairement l'urgence de réformer ce système, si cela est une conséquence inhérente au système. Il est en effet trop facile de se cacher continuellement sous le fallacieux prétexte que l'inflation est un problème international ou mondial, et que l'on ne peut rien y faire. Le gouvernement met tellement de convictions à donner et à prouver ce prétexte, que même l'homme de la rue explique toutes ces difficultés en disant: «Qu'est-ce que vous voulez? On ne peut rien y faire, c'est un phénomène mondial.»

Et déjà, monsieur le président, au cours de la dernière campagne électorale, on a vu le parti actuellement au pouvoir faire toute sa campagne tout simplement en disant: «Eh bien, toutes les choses qui vont mal, ce n'est pas à cause de nous, c'est un phénomène mondial.»

Monsieur le président, je répéterai encore ce que j'ai dit à maintes reprises à la Chambre: Je ne crois pas qu'il se passe quoi que ce soit, aux États-Unis ou ailleurs, qui puisse empêcher les vaches de donner du lait au Canada, les carottes de pousser, les arbres de se développer.

● (1520)

Cette façon d'éviter de faire face aux véritables problèmes, de dérouter la population, de rester inactif devant toutes les possibilités de trouver de véritables solutions, est absolument inacceptable, et la Chambre se doit de le démontrer ce soir au moment du vote.

Monsieur le président, il faudrait revenir à certaines notions de base, lesquelles tout en étant élémentaires constituent l'essence même d'une politique qui pourrait contenir l'inflation et ses effets désastreux.

Le gouvernement sombre en effet dans le scandale, sinon dans le sacrilège, lorsqu'il dit à tous les citoyens qu'ils doivent se serrer la ceinture, se priver de produits essentiels, accepter de payer des prix exagérés pour des biens de consommation, alors que nous sommes dans un pays d'abondance, où à peu près tout peut être produit. Je répéterai encore qu'à part certains fruits tropicaux, comme les oranges et les bananes, que manque-t-il au Canada? Nous avons même les citrons en face de nous! Pour obtenir les produits et tous les biens de consommation dont nous avons besoin, il s'agit tout simplement de nous poser la question suivante: Est-ce que nous avons le potentiel et la capacité physique de produire telle ou telle chose? Si nous l'avons, pourquoi simplement ne pas le faire? Voilà la question. En vertu de quoi, et je le répète, les États-Unis, les pays d'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, peuvent-ils empêcher le sol de chez nous de produire tout ce qui est nécessaire à notre alimentation? En vertu de quoi, monsieur le président, voit-on actuellement dans notre pays des consommateurs acheter du beurre en provenance de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande? En vertu de quoi tous les autres pays peuvent-ils s'opposer à ce que nous développions nos ressources premières à l'avantage de la consommation de tous les Canadiens? En vertu de quoi le gouvernement se cache-t-il sous le fallacieux prétexte, et je le répète, qu'il s'agit d'un problème international et mondial, lorsqu'on parle d'inflation?

Monsieur le président, il est certain que plus le problème de l'inflation dure longtemps, plus les facteurs qui y contribuent deviennent complexes. Ce qui a été qualifié de psychologie de l'inflation se développe: la conviction fataliste à l'effet que la correction de cette situation dépasse les capacités de l'homme et que l'individu ne peut rien faire, sinon s'adapter à la hausse constante du coût de la vie. Des ajustements en ce sens, tels que l'on sait, les taux d'intérêt, une indexation des salaires et des pensions, n'ont pour effet que d'intensifier les pressions inflationnistes.